

Amandine ROCHAS

Titre de la thèse :

La lutte contre l'exclusion des langues minoritaires : pratiques et savoirs d'une politique publique – France, Italie, Suisse (1992-2008)

Composition du jury :

Mme Claudine BROHY

Professeur d'allemand langue étrangère à l'Université de Fribourg, Suisse (rapporteur)

M. Yves DÉLOYE

Professeur de science politique à l'Université Paris I-Panthéon Sorbonne (rapporteur)

M. Olivier IHL

Professeur de science politique à l'Institut d'Études Politiques de Grenoble (directeur de thèse)

M. Christoph PAN

Professeur de sociologie politique à l'Université d'Innsbruck, Autriche

M. Jean-Louis QUERMONNE

Professeur émérite de science politique, Institut d'Études Politiques de Grenoble (président)

Mme Sabine SAURUGGER

Professeur de science politique à l'Institut d'Études Politiques de Grenoble

Résumé :

L'étude empirique de la genèse des politiques de lutte contre l'exclusion des langues minoritaires en France, en Italie et en Suisse permet de montrer l'influence croissante du modèle multiculturel en Europe, y compris dans un État tel que la France, traditionnellement perçu comme étant hostile à toute diversité culturelle et linguistique. La posture de recherche combinant l'échelon macro (l'Europe), méso (les États) et micro (les pouvoirs locaux ou régionaux) ainsi qu'une approche socio-génétique permet de mettre en évidence le rôle déterminant joué par les acteurs régionaux (élus comme militants) dans l'émergence de cette nouvelle cause à défendre et dans sa mise en politique. Elle permet également de déjouer les pièges du sens commun ou de l'approche culturaliste qui opposent volontiers les États unitaires et les États fédéralistes en matière de politique linguistique. Au contraire, l'approche comparée permet d'observer des temporalités similaires dans les trois cas, liées à l'émergence d'un cadre commun de référence européen, sous l'influence conjuguée du Conseil de l'Europe et de l'Union européenne. Depuis les années 1980, ces deux organisations ont favorisé l'émergence d'un réseau de militants régionaux, ainsi que l'usage de « savoirs experts », issus de la sociolinguistique et du droit des minorités, qui ont joué un rôle clé dans la structuration de ce nouveau secteur de l'action publique que représentent les langues régionales ou minoritaires.

Mots-clés :

Sociologie historique de l'action publique. Sciences de gouvernement. Comparaison des politiques publiques. Multilinguisme. Langues régionales ou minoritaires. Politiques linguistiques, France, Italie, Suisse.

Summary

The empirical study of the genesis of public policies against the exclusion of minority languages in France, Italy and Switzerland highlight the increasing influence of the multicultural pattern in Europe, including in a State such as France, which is traditionally regarded as hostile to any form of cultural and linguistic diversity. The research posture combining the macro level (Europe), the meso level (the states) and the micro level (local or regional authorities) as well as a socio-historical approach allows to emphasize the major role played by the regional actors (politicians as well as activists) in the emergence of this new cause and in its implementation. This study allows avoiding the traps of common sense and of the culturalist approach which tends to make a distinction between unitarian and federalist states as well as linguistic policies are concerned. On the contrary, the comparison between our three cases makes it possible to notice similar temporality in the three case studies, which is linked to the emergence of a common European reference framework, under the combined influence of the Council of Europe and the European Union. Since the 1980s, these two organizations have been facilitating the emergence of a network of regional activists, as well as the use of "expert knowledges", stemming from the sociolinguistics and from minority law, the latter playing a key role in the construction of regional or minority languages as a new sector of public action.

Key words: *Historical sociology of public action. Government sciences. Comparison of public policies. Multilingualism. Regional or minority languages. Language policies, France, Italy, Switzerland.*